



Commission Administrative Paritaire Départementale (CAPD)

Jeudi 28 novembre 2013

Déclaration de la délégation du SNUipp-FSU

Quatrième année de gel du point d'indice. Voilà comment l'ensemble des fonctionnaires de ce pays est traité. Bien évidemment, ce propos pourrait choquer bon nombre de nos concitoyens qui sont sans emploi ou menacés de licenciement. La faute à qui ? Qui dans ce pays (et ailleurs) crée depuis des décennies les crises économiques (et environnementales) que nous vivons ? Les fonctionnaires ? Non, bien au contraire, ils contribuent au maintien des services publics utiles à tous et en particulier aux plus fragiles. Ils souffrent également de la rareté de l'argent public causée par des financiers sans loi et sans morale. Malheureusement, l'hégémonie de la finance ou l'absence de courage politique fait subir à des millions d'individus l'insupportable : précarité, pauvreté, absence de perspectives...

Cette misère n'est pas perdue pour tout le monde. Les idéologies les plus sombres sont à l'affût. Chacun ressent d'ailleurs le vacillement de notre société qui pourrait basculer dans le marasme. Les signaux d'alerte ? Nous en donnons depuis des années. L'écoute des politiques ? Nous la rencontrons peu souvent et pourtant, nos analyses sont confirmées dans les faits.

Alors, une nouvelle fois dans cette déclaration, nous vous alertons sur l'état de notre profession. Les écoles primaires sont en proie à un climat d'exaspération. Comment expliquer que nos salaires reculent, les perspectives d'une retraite digne sont illusoire, les conditions d'exercice du métier poursuivent leur dégradation dans un contexte de Refondation de l'École avec une priorité au primaire ? On nous prend pour ce que nous ne sommes pas.

Les premiers échanges sur les « chantiers métiers enseignants », et particulièrement sur la direction d'école relèvent de « l'anecdote ». Grande messe pour ne rien mettre sur la table.

En éducation prioritaire, le ministère envisage la réduction nécessaire du temps de service des enseignants devant élèves pour les enseignants du 2nd degré, rien pour le premier degré. De la provocation !

L'urgence pour le ministère est d'entendre ce qui est insupportable pour les enseignants du primaire. Dans une école abîmée par des années de suppressions massives de postes, les conditions d'exercice du métier restent très difficiles. Effectifs dans les classes trop chargés, aide aux élèves en difficulté insuffisante, formation inexistante sont des priorités à traiter. Si l'exaspération s'exprime au travers de la question des rythmes scolaires c'est que de nouveau, il est demandé aux enseignants d'investir un sujet qui n'est pas leur priorité quand bien même la question des rythmes scolaires se pose aussi. L'attitude obstinée du ministre à ne pas ouvrir des négociations pour remettre à plat cette réforme ne facilite pas la tâche de celles et ceux qui veulent voir changer l'École.

Le SNUipp-FSU ne fait pas partie des pessimistes de nature et des sceptiques aguerris qui sourient en coin. Nous voulons, comme l'écrasante majorité de nos collègues, que les conditions enseignantes cessent de se dégrader, que la parole enseignante soit entendue et que les difficultés de nos élèves soient considérées à la hauteur de ce qu'elles sont. C'est dans cet esprit que nous engageons la profession à se saisir du 5 décembre pour exprimer sa volonté d'une autre politique pour l'École.